

# Relance : entre les lignes

Parmi les 600 pages du plan élaboré, quelques points intéressent directement le Territoire de Belfort.

Le préfet Jean-Benoît Albertini n'a évidemment pas été surpris par les différents points du plan de relance. Il en a été le maître d'œuvre jusqu'à la semaine dernière, juste avant de prendre ses fonctions.

Autant dire qu'il est dans son élément pour décrypter les points qui peuvent concerner le département.

A commencer par l'impact direct des 4 milliards affectés aux entreprises publiques. La SNCF verra son budget abondé pour l'accélération de la cadence de livraison

des TGV. Alstom transport est directement concerné à Belfort. Au lieu de quinze rames de TGV par an, le plan de charge devrait passer à une vingtaine.

## Energie et transport

EDF se voit doter de 900 millions d'euros pour la maintenance du parc de production d'énergie actuel et l'accélération du contrat de fabrication de rotors de turbines et d'attemailleurs pour les centrales nucléaires. C'est la part de l'énergie d'Alstom Belfort qui est cette fois concernée.

Concernant la ligne ferroviaire Belfort-Delle, si elle ne figure pas directement parmi les mesures du plan de relance, elle en fait même écho. Elle est commentée avec l'annonce d'un déblocage de 3,9M d'euros pour les études de faisabilité. « Je ferai en sorte qu'une décision soit prise en 2009 quant au scénario à retenir », explique le préfet.

« On pourra ainsi passer à l'avant-projet. Il y a d'abord des choix stratégiques à établir en matière de cadence et de dessertes ».

Pour le reste, et parmi les « projets prioritaires identifiés dans le Territoire », on trouve les travaux de reconstruction de la Citadelle. « Il y a un superbe travail à faire sur la Citadelle, on destine très vite le potentiel énorme de ce site en le découvrant », commente le préfet. « Il manque encore le projet architectural et technique. »

Des travaux au profit de la maison d'arrêt, des programmes de remise aux normes des bâtiments publics et d'autres interventions au hi-

tre de l'ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine) sont annoncés. « Mais nous devons attendre l'examen de ces mesures devant le conseil d'administration de l'agence. Et en terme général, il est nécessaire d'affiner un certain nombre d'éléments pour connaître le détail des retombées sur le département. Quoi qu'il en soit, il faut aussi sortir des cases, et des tiroirs. Les projets des programmes de relance et qui sont programmés font l'objet d'un suivi très fin. »

Didier FOHR

## Le Techn'hom 2 déjà lancé

Le projet phase 2 s'étoffe. Il comprend le futur bâtiment de Plant (Alstom) celui de Général Electric, le bâtiment 66, et un nouvel édifice pour Assystem.

Techn'hom 2 est plus qu'en bonne voie. Le dossier avait été remis en mains propres à Hubert Falco, secrétaire d'Etat chargé de l'aménagement du territoire en visite à Belfort à la fin de l'année dernière.

### 7.000 emplois

La phase Techn'hom 1 est en partie achevée avec l'ouverture du site et la réhabilitation d'une grande partie des locaux industriels qui s'y trouvent.

Aujourd'hui, Techn'hom, c'est 100.000 mètres carrés de locaux industriels et terrains, 7.050 emplois sur le site et plus de cent entreprises y compris, évidemment, les deux gros employeurs Alstom et Général Electric.

Techn'hom 2 c'est le bâtiment Plant, sur Cravanche, qui est en train de sortir de terre. C'est aussi le bâtiment 66, le futur centre d'ingénierie de GE.

Il faut encore ajouter la création d'un bâtiment de

6.000 m<sup>2</sup> destiné à accueillir le personnel d'Assystem.

L'entreprise est déjà présente sur le site dans sa branche ingénierie (ex-Technicrea). Elle devrait encore renforcer son implantation aux côtés d'Alstom et Général Electric avec des créations d'emplois à la clef. Il s'agit d'un grand bureau d'études international en ingénierie, technologie et conseil en innovation.

La construction devrait démarrer dans quelques semaines à peine sur la pelouse de l'ancien site Bull.

### Techn'hom 3

« Le projet Techn'hom 2 est estimé en globalité à environ 9 m d'euro », estime Christian Proust, PDG de la SEMPAT (société d'économie mixte patrimoniale). « Il s'agit de la traduction d'une dynamique lancée avec Techn'hom 1. Après l'étincelle, il y a déjà un accompagnement. Mais les

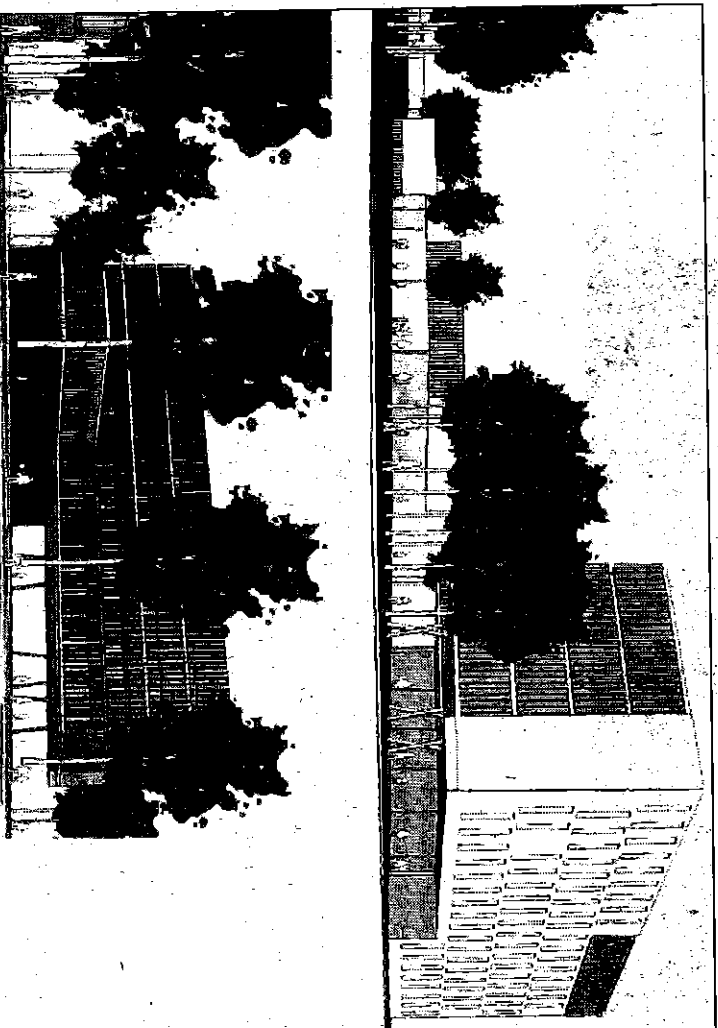


Photo D.F.

Le futur bâtiment de l'entreprise Assystem. Projets ne s'arrêtent pas là. Les CFA industriel et d'autres pistes. Et puis nous restons très vigilants

sur les opérations en cours.»

D.F.

## Yves Ackermann mécontent

Alors que le gouvernement rend publics les détails de son plan de relance, le président du conseil général, Yves Ackermann, signifie son profond mécontentement vis-à-vis des investissements prévus dans le département. « Les efforts attendus ne sont pas à la hauteur pour le Territoire. Entre quelques rappels de financements déjà accordés et des affectations régionales floues sans répartitions entre les projets, la montagne de ce plan de relance accouche d'une souris. Le montant total du plan de relance est évidemment largement insuffisant par rapport à l'ampleur de la crise mais il est de plus travesti par une présentation biaisée qui additionne 11 milliards d'euros d'aides aux entreprises et 4 milliards d'euros d'investissements réalisés par les grandes entre-

prises publiques. Il ne reste donc que 11,1 milliards d'investissements directement consentis par l'Etat. Et pas grand-chose pour le Territoire ni l'Aire urbaine. Aucun investissement n'est prévu en matière d'infrastructures de transports. Il y a pourtant de nombreux projets à mener que ce soit la deuxième phase de la ligne à grande vitesse Rhin-Rhône, le réaménagement de l'échangeur de Sévenon, la mise à 2X2 voies de la RN19, etc. Rien n'est annoncé pour la boucle locale haut-débit, la Zae TGV. Des crédits ont été prévus pour la rénovation de la prison de Belfort mais le projet est en concurrence avec six autres programmes franc-comtois. Ce plan manque l'art de la communication pour pallier l'insuffisance et l'inefficacité de ses mesures. »

## Damien Meslot se félicite

Dans un communiqué, le député Damien Meslot « se félicite des mesures énergiques financées par le plan de relance ». Il rappelle l'investissement total de 26 milliards d'euros annoncé par François Fillon. Damien Meslot « se réjouit des mesures annoncées par le Premier Ministre qui donne résolument la priorité à la relance de l'activité économique et à l'emploi, au financement de grands travaux et un effort exceptionnel fait en direction du logement. Je note par ailleurs les principales mesures économiques annoncées le vaste plan d'aide aux PME, 575 millions d'euros se-

ront apportés à OSEO, la banque des PME, pour permettre de couvrir 4 milliards d'euros de prêts supplémentaires et 700 millions d'euros seront consacrés à l'aide à l'embauche dans les très petites entreprises. Je note aussi les efforts exceptionnels consacrés à la mise en œuvre d'un vaste Plan Marshall de l'investissement public qui servira à financer les grands projets sur tout le territoire, 870 millions d'euros serviront à financer la construction d'infrastructures ferroviaires, portuaires et routières et 731 millions seront consacrés à l'enseignement supérieur et à la recherche. »

## Le maire n'y croit pas

« Le plan de relance gouvernemental n'est pas à la hauteur de la crise profonde que rencontre notre pays » note dans un communiqué Etienne Butzbach, maire de Belfort.

« En vérité, ce plan de relance n'est rien. Alors que la dynamique économique de la France aurait nécessité des mesures structurelles, le gouvernement nous présente une liste à la Prévert de mesures qui, pour une très grande part d'entre elles, ne sont que l'anticipation d'engagements antérieurs. »

« Belfort et son agglomération ont été abandon-

nés. Rien ne figure pour elles dans le plan de relance, si ce n'est deux décisions déjà actées : le soutien financier de l'Etat au Techno Home et la commande de locomotives 2N2 à Alstom. Ce plan a oublié la branche Est du TGV Rhin-Rhône, les infrastructures routières, la rénovation des nos quartiers populaires. » « Je crois que les Belfortains ont le droit d'être en colère. Ils savent déjà que le gouvernement ne fera rien pour leur pouvoir d'achat, ils constatent aujourd'hui que le gouvernement n'en fera pas davantage pour l'investissement dans leur ville. »